



**NATIONS  
UNIES**



**Convention-cadre sur les  
changements climatiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/SBI/2005/18/Add.6  
25 octobre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE**

**Vingt-troisième session**

**Montréal, 28 novembre-6 décembre 2005**

**Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire**

**Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

**Compilation-synthèse des communications nationales initiales**

**Sixième compilation-synthèse des communications nationales initiales  
des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

**Note du secrétariat\***

**Additif**

**Éducation, formation et sensibilisation du public**

*Résumé*

Dans la présente note, le secrétariat a rassemblé et résumé les renseignements communiqués par les Parties sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, y compris des renseignements sur les besoins techniques et financiers des Parties et des exemples des efforts qu'elles ont entrepris pour mettre en œuvre des programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public.

\* Ce document paraît après la date prévue, toutes les informations nécessaires n'ayant pas été communiquées à temps.

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION .....	1 – 5	3
II. INFORMATIONS COMMUNIQUÉES.....	6 – 9	3
III. ANALYSE DES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES .....	10 – 39	4
A. Éducation.....	13 – 18	5
B. Formation .....	19 – 26	15
C. Sensibilisation du public .....	27 – 39	17
IV. BESOINS ET DIFFICULTÉS.....	40 – 43	21
V. DIFFICULTÉS ET OUVERTURES.....	44 – 47	24
VI. RÉSUMÉ .....	48 – 49	24

Annexe

Liste des Parties concernées par la sixième compilation/synthèse .....	26
--	----

## I. Introduction

1. La Convention met l'accent sur l'importance de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public pour faire face aux changements climatiques et incite toutes les Parties à encourager et soutenir les activités dans ce domaine par leur coopération, par le biais de la participation la plus large, notamment celle des organisations non gouvernementales (art. 4.1 i)). Éducation, formation et sensibilisation du public sont des éléments fondamentaux à prendre en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes axés sur les changements climatiques. Toutes les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) ont indiqué que ces activités étaient prioritaires dans l'application de la Convention.
2. L'annexe à la décision 10/CP.2<sup>1</sup> contient des directives concernant les informations que doivent fournir les Parties non visées à l'annexe I dans leurs communications initiales. Elles sont notamment tenues de fournir des informations sur les programmes relatifs à l'éducation, à la formation et à la sensibilisation du public.
3. Comme il est indiqué dans la décision 12/CP.4<sup>2</sup>, la compilation-synthèse vise à rendre compte des problèmes rencontrés dans l'application des directives pour l'établissement des communications initiales des Parties non visées à l'annexe I ainsi que des autres questions signalées par les Parties non visées à l'annexe I, en vue, notamment, d'améliorer encore la comparabilité des communications et de faire en sorte qu'elles soient mieux ciblées.
4. Les informations contenues dans le présent document sont celles que les 122 Parties qui soumettent des communications avaient communiquées au 1<sup>er</sup> avril 2005. Elles comprennent des informations communiquées par les Parties au cours des huit dernières années (1997-2005) dans leurs communications initiales. Une attention complémentaire est accordée ici à 23 communications nationales qui ont été soumises depuis le 31 mars 2003 et qui n'ont pas été prises en compte dans les précédents rapports de compilation-synthèse.
5. Avec les informations par pays et/ou par région fournies par les Parties, des exemples d'activités et programmes nationaux dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public sont donnés, chaque fois que possible, pour illustrer les efforts particuliers déployés par les Parties aux niveaux national et régional.

## II. Informations communiquées

6. Pour la plupart des Parties, l'établissement des communications nationales et la mise sur pied de projets relatifs au climat avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres organismes multilatéraux ou bilatéraux ont facilité le lancement de campagnes d'éducation et d'information du public. Même si des progrès sensibles ont été accomplis dans le domaine de la sensibilisation du public, ces activités devraient être complétées par des programmes d'éducation et de formation. Les Parties non visées à l'annexe I sont toutes préoccupées par l'absence de tels programmes aux niveaux national et régional.
7. Toutes les communications nationales initiales contenaient des renseignements sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public. Environ la moitié des Parties déclarantes ont consacré une section ou un chapitre distinct à ces questions. Quant aux autres Parties, elles ont évoqué les activités d'éducation et de sensibilisation du public dans différents chapitres de leurs communications nationales.

---

<sup>1</sup> FCCC/CP/1996/15/Add.1.

<sup>2</sup> FCCC/CP/1998/16/Add.1.

8. Les informations communiquées varient beaucoup selon les Parties, la moitié seulement d'entre elles donnant des exemples de programmes et d'activités et des détails sur ceux-ci. D'autres Parties ont fourni des informations générales, parfois fragmentaires, sur leurs programmes et activités. Les informations concernant le type, la portée et le but des activités diffèrent aussi, chaque pays impulsant ses propres activités en fonction de sa situation particulière. Des différences sont signalées en ce qui concerne les groupes cibles (société civile, milieux universitaires, jeunes et étudiants, femmes, agents de l'État), l'existence d'organismes chargés de l'éducation dans le domaine de l'environnement et/ou des changements climatiques et la capacité à concevoir et à mettre en œuvre des plans et des stratégies (voir tableau 1).

**Tableau 1: Informations communiquées par les Parties concernant les activités en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public**

Section ou chapitre séparé consacré à ces questions	Plans et stratégies détaillés	Arrangements institutionnels	Informations sur les secteurs cibles
ALB, ATG, AZE, BDI, BRA, BTN, BWA, CAF, CHN, COK, COM, CRI, CUB, DOM, EGY, ERI, ETH, GHA, GIN, GRD, GUY, IND, KAZ, KEN, KGZ, KHM, KIR, LCA, MAR, MDA, MEX, MKD, MLT, MNG, MOK, MRT, MWI, MYS, NIC, NIU, NPL, PAK, PER, PHL, PNG, PRK, SLB, TCD, TGO, THA, TJK, TTO, TZA, UGA, YEM, ZMB	BRA, CHN, DZA, COK, GMB, GHA, GUY, IND, NPL, PHL, KGZ, MYS, MDA, MNG, PAK, PNG, KOR, MDV, UGA, VNM, ZMB, EGY, URY	ALB, ARM, AZE, BRB, BRA, CHN, EGY, GEO, GHA, IND, JOR, KIR, KOR, MAR, NIC, NIU, NPL, NRU, PAK, PHL, PRK, KHM, CAF, ERI, VNM, ZMB, NAM	ALB, AZE, BRA, CAF, CHN, COK, COM, DZA, GHA, GMB, GUY, IND, MRT, NAM, NPL, MDA, MYS, PHL, KGZ, MDV, MWI, MNG, MUS, PAK, PNG, KOR, SYC, ZMB, AZE

*Note:* Voir en annexe la liste des Parties et les codes à trois lettres correspondant aux pays.

9. Les changements climatiques concernent différents domaines, de sorte que les informations fournies par la plupart des Parties sur les activités en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public s'inscrivent dans le contexte plus large de plans et stratégies relatifs à l'environnement et au développement durable. Dans certains cas, il est difficile de déterminer si les activités sont en cours ou si elles n'ont pas encore été entreprises, les Parties n'ayant pas précisé.

### III. Analyse des informations communiquées

10. L'éducation, la formation et la sensibilisation du public jouent un rôle important dans la mise en œuvre des projets et des programmes portant sur les changements climatiques. Même si en matière d'éducation les objectifs et les priorités varient selon les besoins du groupe cible, le but ultime est toujours de faire en sorte que chacun comprenne les problèmes qu'entraînent les changements climatiques et assume sa part de responsabilité pour y faire face (voir encadré 1). Sachant que les changements climatiques ont une incidence sur la vie de chacun, les Parties ont rendu compte des activités visant les acteurs suivants: enfants, jeunes, étudiants, enseignants, chercheurs, décideurs, parlementaires, agents des collectivités locales, organisations non gouvernementales, organisations communautaires, médias, secteur privé et industrie. Certaines Parties ont insisté sur la nécessité d'organiser des campagnes d'éducation plus ciblées visant des groupes vulnérables particuliers comme les femmes, les agriculteurs et les pêcheurs.

11. Les Parties ont signalé que les programmes de formation et de sensibilisation du public faisaient souvent partie intégrante de projets financés par le FEM dans le cadre de ses activités habilitantes et de projets ordinaires sur les changements climatiques. La plupart ont indiqué qu'elles avaient entrepris des activités dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public en coopération avec des organismes bilatéraux et multilatéraux et d'autres organisations. On trouvera au tableau 2 des exemples de projets et de programmes cités par les Parties dans leurs communications nationales.

12. Toutes les Parties déclarantes ont insisté sur la nécessité d'organiser des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation du public pour mener à bien les divers projets et programmes sur les changements climatiques. Malgré les difficultés rencontrées, liées à l'insuffisance des ressources humaines et financières, elles n'en poursuivaient pas moins activement leurs activités dans ce domaine, tant au niveau national qu'aux niveaux sous-régional et régional. Le tableau 3 récapitule les plans en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public établis par les Parties non visées à l'annexe I pour les groupes spécifiques mentionnés au paragraphe 8 ci-dessus.

**Encadré 1. Exemples d'objectifs visés au travers des campagnes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public, tels que mentionnés par les Parties**

- Faire connaître au public les causes et les effets des changements climatiques
- Créer des institutions qui participent à la mise en œuvre et à la coordination des projets, tels que les communications nationales, et/ou renforcer celles qui existent
- Mobiliser les communautés/le public pour mener à bien des projets dans les domaines, par exemple, des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la gestion des forêts et des ressources côtières
- Former des éducateurs pour qu'ils intègrent les questions relatives au changement climatique dans les programmes scolaires au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
- Sensibiliser davantage les décideurs aux questions relatives au changement climatique, tels que les parlementaires et les responsables des services de l'État
- Éduquer les experts locaux et/ou renforcer leurs connaissances et compétences
- Diffuser des informations sur les communications nationales
- Renforcer la capacité du pays à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action dans le domaine des changements climatiques

**A. Éducation**

13. Le manque d'experts et de professionnels des questions relatives au changement climatique a été cité par la plupart des pays comme étant un obstacle à la mise en œuvre de projets dans ce domaine. L'éducation joue un rôle important si l'on veut constituer une masse critique d'experts dans le domaine des changements climatiques. La plupart des Parties ont indiqué que le gouvernement déployait des efforts et que les responsables de l'éducation prenaient des initiatives pour intégrer la question des changements climatiques dans les programmes scolaires et remédier à l'insuffisance de l'éducation dans ce domaine.

1. Intégration de la question des changements climatiques dans l'enseignement de base

14. Des pays ont pris des mesures pour garantir la continuité des programmes d'éducation dans le domaine de l'environnement, en y incluant parfois la question des changements climatiques. Ces mesures visent à intégrer les questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques dans les matières de base de l'enseignement. On citera à titre d'exemple la Politique nationale de l'éducation dans le domaine de l'environnement (Brésil), les Directives relatives à l'éducation dans le domaine de l'environnement dans l'enseignement primaire et secondaire (Chine) et la Stratégie nationale de l'éducation relative à l'environnement (Cuba).

15. Si la plupart des pays continuent de se débattre avec les problèmes que pose l'intégration des changements climatiques dans les différents niveaux d'enseignement, certains, comme l'Albanie et Nioué, signalent des progrès dans ce domaine. En 1996, l'Uruguay avait distribué des matériels sur les changements climatiques à 38 % des écoles primaires, 82 % des écoles secondaires et 51 % des écoles techniques. Le Pakistan quant à lui prévoit d'intégrer, avec le soutien du Gouvernement suisse, les questions environnementales, y compris la question des changements climatiques, dans les manuels des 12 premières années d'école, dans le cadre de son Projet relatif à la promotion de l'enseignement des questions environnementales à l'école et à l'université.

16. Certaines Parties ont signalé que le manque d'outils pédagogiques et d'enseignants qualifiés pour dispenser un enseignement sur les questions relatives au changement climatique constituait un obstacle à la mise en œuvre de programmes d'enseignement. Plusieurs Parties ont l'intention de lever, ou ont levé, cet obstacle en mettant au point des supports pédagogiques et en formant des enseignants. Par exemple, le Ministère de l'éducation au Kenya a l'intention de mettre au point, en coopération avec diverses organisations, des modules d'enseignement sur les changements climatiques. Par ailleurs, des enseignants de Nauru se sont formés pour mettre au point des modules d'enseignement scientifique sur les changements climatiques et le niveau de la mer pour la région du Pacifique.

**Tableau 2. Exemples de projets et de programmes d'appui aux activités d'éducation, de formation et de sensibilisation du public**

Programmes/projets	Organismes d'exécution/ sources de financement	Objectifs	Activités	Pays participants
Stratégie de lutte à moindre coût contre les gaz à effet de serre en Asie (ALGAS) (1995-2000)	Banque asiatique de développement, avec le soutien financier du FEM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Honorer les engagements contractés en vertu de la Convention</li> <li>• Établir des inventaires nationaux des émissions de gaz à effet de serre et formuler des stratégies nationales de réduction des gaz à effet de serre</li> <li>• Rendre attentif aux changements climatiques</li> <li>• Établir des portefeuilles de projets d'investissement par pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ateliers techniques</li> <li>• Consultations du public</li> <li>• Campagnes de sensibilisation du public</li> <li>• Publications</li> </ul>	175 experts du Bangladesh, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de Mongolie, du Myanmar, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de la République populaire démocratique de Corée, de Thaïlande et du Viet Nam
Programme de contrôle de l'élévation du niveau de la mer dans le Pacifique Sud	La National Tidal Facility de l'Université Flinders en Australie méridionale, avec le soutien financier du Gouvernement australien	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider les pays insulaires du Pacifique à comprendre les menaces et les incidences de l'élévation du niveau de la mer et des changements climatiques</li> <li>• Surveiller l'élévation du niveau de la mer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'observatoires pour mesurer le niveau de la mer</li> <li>• Éducation communautaire</li> <li>• Campagnes de sensibilisation du grand public</li> <li>• Production de matériels didactiques sur les questions concernant le niveau de la mer et les changements climatiques</li> <li>• Atelier sur l'élaboration de programmes d'enseignement</li> <li>• Formation technique</li> </ul>	Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Programmes/projets	Organismes d'exécution/ sources de financement	Objectifs	Activités	Pays participants
Plan d'adaptation au changement climatique dans les Caraïbes	Banque Mondiale, Organisation des États américains, avec le soutien financier du FEM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider les pays des Caraïbes à se préparer à faire face aux effets néfastes des changements climatiques mondiaux</li> <li>• Renforcer la capacité de la région à surveiller et à analyser le climat et le niveau de la mer</li> <li>• Identifier les zones particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer</li> <li>• Mettre au point un cadre de gestion et de planification intégrées pour apporter des réponses économiques et adaptées aux répercussions des changements climatiques sur les zones côtières et maritimes</li> <li>• Développer les capacités régionales et nationales en renforçant les institutions et en développant les ressources humaines</li> <li>• Identifier et évaluer les options et les instruments politiques susceptibles d'aider à entreprendre la mise en œuvre d'un programme d'adaptation à long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation des vulnérabilités, planification de l'adaptation</li> <li>• Amélioration des compétences des techniciens et des fonctionnaires des pays participants</li> <li>• Campagnes de sensibilisation du public</li> <li>• Ateliers</li> <li>• Appui pour l'établissement des communications nationales</li> <li>• Mise en œuvre d'études pilotes</li> </ul>	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago



Programmes/projets	Organismes d'exécution/ sources de financement	Objectifs	Activités	Pays participants
Programme de soutien aux communications nationales	<p>Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement</p> <p>Programme régional océanien de l'environnement, Programme des Nations Unies pour le développement, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, avec le financement du FEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir la qualité des communications nationales, leur exhaustivité et leur présentation dans les délais</li> <li>• Soutenir les efforts de renforcement des capacités par un appui technique et politique, la gestion des connaissances, la communication et la sensibilisation</li> <li>• Aider les pays insulaires du Pacifique ayant signé et ratifié la Convention dans leurs activités d'établissement de rapports, de formation et de renforcement des capacités conformément à la Convention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser un séminaire de formation sur les inventaires de gaz à effet de serre, les évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation, de l'atténuation et des besoins technologiques</li> <li>• Diffusion de matériels d'information</li> <li>• Appui technique et politique</li> <li>• Faciliter les échanges de données d'expérience Sud-Sud</li> <li>• Atelier de formation sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre</li> <li>• Certificat d'études universitaires supérieures dans le domaine de la vulnérabilité aux changements climatiques et de l'évaluation de l'adaptation</li> </ul>	<p>130 Parties à la Convention de l'Afrique occidentale et centrale, australe et orientale, des États arabes, de l'Europe et de la Communauté des États indépendants, de l'Asie, du Pacifique, des Caraïbes, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud</p> <p>Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Samoa, Tuvalu, Vanuatu</p>
Programme régional d'assistance technique à la communication et à l'information sur la protection de l'environnement (PACIPE)	Union européenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire mieux connaître les problèmes d'environnement pour que le public se sente davantage concerné par les objectifs de protection de l'environnement</li> <li>• Comblent les lacunes en matière de communication qui ont freiné les initiatives de développement durable visant à la protection de l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire des émissions de radio, principalement dans les régions rurales, en accordant une attention particulière aux langues locales</li> <li>• S'adresser spécifiquement aux décideurs, aux chefs d'entreprise, aux communautés dans les zones rurales et urbaines, aux étudiants et à d'autres groupes sociaux, par exemple les femmes et les jeunes</li> </ul>	Pays d'Afrique occidentale: Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau et Togo

Programmes/projets	Organismes d'exécution/ sources de financement	Objectifs	Activités	Pays participants
United States Country Studies Program (USCSP)/Soutien aux plans d'action nationaux	Gouvernement des États-Unis d'Amérique	<p>L'USCSP a pour objectif d'aider les pays à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et des mesures nationales, y compris l'établissement des communications nationales</li> <li>• Rassembler des informations pour approfondir les débats aux niveaux national et international</li> <li>• Soutenir les principes et objectifs de la Convention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir des inventaires des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique</li> <li>• Évaluer les vulnérabilités aux changements climatiques</li> <li>• Évaluer les stratégies de riposte à mettre en œuvre en vue de l'atténuation des effets des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements</li> <li>• Formuler des plans d'action nationaux pour faire face aux changements climatiques</li> <li>• Procéder à l'évaluation des technologies</li> <li>• Évaluer et publier des matériels de formation</li> </ul>	USCSP: 56 pays

Programmes/projets	Organismes d'exécution/ sources de financement	Objectifs	Activités	Pays participants
		<p>Les objectifs de la phase de soutien aux plans d'action nationaux sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider les pays à élaborer des plans d'action pour faire face aux changements climatiques, susceptibles de servir de base à leurs communications nationales</li> <li>• Promouvoir la diffusion des technologies d'atténuation et d'adaptation en aidant les pays à évaluer les besoins et les possibilités d'échange et de diffusion de moyens technologiques</li> <li>• Accroître l'appui aux objectifs et principes de la Convention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer des plans d'action pour mettre en œuvre un portefeuille de mesures d'atténuation et d'adaptation</li> <li>• Un atelier de formation sur l'élaboration d'un plan d'action national pour faire face aux changements climatiques</li> </ul>	<p>Soutien aux plans d'action nationaux: 18 pays</p>

**Tableau 3. Résumé des plans d'éducation, de formation et de sensibilisation du public**

Groupes cibles	Objectifs	Activités	Résultats escomptés
<p><b>Décideurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonctionnaires gouvernementaux</li> <li>• Membres du Parlement/Congrès</li> <li>• Fonctionnaires des collectivités locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter des mesures législatives visant à l'élaboration de politiques ne nuisant pas au climat</li> <li>• Promouvoir l'élaboration de politiques de gestion durable de l'énergie, favorisant par exemple les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et des modes de transport écologiquement viables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ateliers/réunions d'information à l'intention des décideurs et des législateurs</li> <li>• Ateliers de formation à l'intention du personnel des organes législatifs, du personnel des agences gouvernementales (pour l'environnement, l'énergie, la santé, l'agriculture et la forêt, par exemple) et les spécialistes de la planification du développement</li> <li>• Participation de fonctionnaires de haut niveau et de spécialistes des questions techniques aux conférences des Parties et aux sessions des organes subsidiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établissement de plans d'action par les autorités locales</li> <li>• Adoption de lois et de politiques</li> <li>• Mise en œuvre de projets sur l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci</li> </ul>
<p><b>Groupes de la société civile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations non gouvernementales</li> <li>• Organisations communautaires</li> <li>• Organisations locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir/influencer l'élaboration des politiques</li> <li>• Faciliter le dialogue entre les décideurs et les parties prenantes</li> <li>• Encourager la participation de la société civile à la mise en œuvre des mesures visant à faire face aux changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes d'information</li> <li>• Dialogues avec les membres des communautés et les habitants des villages</li> <li>• Ateliers de formation à l'exécution des projets, par exemple sur la gestion des côtes ou les énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les groupes de la société civile jouent un rôle actif dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques</li> <li>• Davantage de projets sont mis en œuvre</li> </ul>

Groupes cibles	Objectifs	Activités	Résultats escomptés
<b>Jeunes et étudiants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire mieux comprendre les questions relatives aux changements climatiques</li> <li>Faire participer les jeunes et les étudiants aux campagnes d'information sur les changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assemblées de jeunes/d'étudiants</li> <li>Campagnes d'information dans les écoles</li> <li>Concours dans les écoles (poésie, écriture, peinture ou dessin, par exemple)</li> <li>Projets: par exemple, plantation d'arbres ou économies d'énergie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Davantage d'étudiants s'inscrivent à des cours sur le climat</li> <li>Participation active de jeunes/d'étudiants à des activités de sensibilisation du public sur des questions concernant les changements climatiques</li> </ul>
<b>Grand public</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire évoluer les comportements qui contribuent au problème de changement climatique</li> <li>Mobiliser le grand public pour soutenir les mesures dans le domaine du climat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer des sites Web sur les changements climatiques</li> <li>Créer des bibliothèques et des centres d'information</li> <li>Diffuser des brochures, des plaquettes, des affiches, des autocollants</li> <li>Sponsoriser des publicités à la télévision, dans la presse et à la radio</li> <li>Séminaires publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les mesures visant à faire face aux effets des changements climatiques, par exemple sur les économies d'énergie ou les systèmes durables de transport</li> </ul>
<b>Médias (télévision, presse et radio)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffuser des informations sur les changements climatiques à l'intention du grand public</li> <li>Encourager les médias à consacrer davantage de reportages aux questions relatives aux changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réunions d'information à l'intention des médias, formation et conférences de presse</li> <li>Production de matériel documentaire et autres matériels audiovisuels</li> <li>Concours de photo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fréquents reportages sur les changements climatiques dans la presse, à la radio et à la télévision</li> <li>Une compréhension et une analyse plus approfondies des questions relatives aux changements climatiques</li> </ul>

Groupes cibles	Objectifs	Activités	Résultats escomptés
<b>Secteur privé/industrie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer la compréhension et le rôle du secteur privé en ce qui concerne les questions relatives aux changements climatiques</li> <li>• Encourager le secteur privé/l'industrie à participer à des projets concernant le climat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Séminaires de formation</li> <li>• Diffusion de matériels d'information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à la création de centres d'excellence et de recherche sur les changements climatiques</li> <li>• Participation à la mise en œuvre de projets concernant le climat</li> </ul>
<b>Experts/personnel technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les compétences et les connaissances des experts dans le domaine de l'exécution de projets relatifs au climat, par exemple les projets relatifs aux communications nationales, à la vulnérabilité, à l'adaptation et à l'atténuation, et les projets du MDP</li> <li>• Améliorer la production, l'analyse et la gestion des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation technique, par exemple dans le domaine des inventaires des GES ou de l'évaluation de la vulnérabilité, de l'adaptation et de l'atténuation</li> <li>• Formations de courte et de longue durée à l'étranger</li> <li>• Visites de pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remédier au problème de l'insuffisance d'experts pour mettre en œuvre les projets</li> <li>• Amélioration de la qualité des résultats des projets</li> <li>• Amélioration de la qualité des données et de la gestion des bases de données</li> </ul>
<b>Milieus universitaires/ éducateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer la question des changements climatiques dans les programmes d'études existants</li> <li>• Créer des diplômes et des cours sur les changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation des éléments susceptibles d'être intégrés dans les programmes d'études</li> <li>• Formation d'enseignants/éducateurs</li> <li>• Élaboration et publication de matériels didactiques</li> <li>• Recherche et publication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes d'études</li> <li>• Davantage d'enseignants qualifiés pour enseigner les matières liées aux changements climatiques</li> </ul>

## 2. Intégration de la question des changements climatiques dans les cours universitaires

17. Des Parties ont signalé que la question des changements climatiques était intégrée dans l'enseignement universitaire, notamment dans les cours de géographie, de foresterie et de gestion des ressources naturelles, d'écologie, de biologie, de physique et de météorologie. D'autres Parties ont signalé la création de cours universitaires sur l'environnement et la réforme des programmes sur l'environnement, l'énergie et l'étude de l'atmosphère pour y incorporer des éléments en rapport avec les changements climatiques. Des Parties ont également indiqué qu'un certain nombre d'universités proposaient aux étudiants des premier, deuxième et troisième cycles des programmes et activités de recherche sur les changements climatiques. La question des changements climatiques est au programme également dans certaines des principales écoles de gestion en Inde. Le nombre de Parties dont les universités proposent des cours de troisième cycle sur les changements climatiques se répartit par région comme suit: 13 en Afrique, 12 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 14 dans la région de l'Asie et du Pacifique et 5 ailleurs. En Afrique du Sud, cinq universités font des recherches sur les changements climatiques et proposent une formation spécialisée, par exemple dans le domaine de la mise en œuvre de projets relevant du mécanisme pour un développement propre (MDP).

18. Un petit nombre de Parties ont donné des informations sur les bourses d'études octroyées par des gouvernements et/ou des organisations bilatérales et multilatérales, qui permettaient notamment à des étudiants, chercheurs, travailleurs des médias et fonctionnaires d'agences pour l'environnement de suivre des cours, d'une durée plus ou moins longue, dans des universités nationales ou étrangères. Le Conseil national du développement scientifique et technique au Brésil offre 20 bourses pour des études de doctorat et de postdoctorat. Le Gouvernement pakistanais met également des fonds à la disposition de scientifiques pakistanais pour leur permettre de poursuivre leurs études et de faire de la recherche dans différents domaines, y compris celui des changements climatiques. L'Afrique du Sud finance la recherche sur les changements climatiques par l'intermédiaire de sa Fondation nationale pour la recherche.

### **B. Formation**

19. Les programmes et activités de formation signalés par les Parties étaient liés à l'élaboration des communications nationales initiales et à la mise en œuvre de divers projets portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, les évaluations de vulnérabilité et l'adaptation. Ces programmes visaient à former les experts nationaux et le personnel des institutions et agences gouvernementales s'occupant des changements climatiques ou à développer leurs capacités. Certaines Parties, comme Antigua-et-Barbuda, la Mauritanie et Trinité-et-Tobago, ont indiqué qu'elles avaient entrepris de renforcer les institutions participant à l'élaboration des communications nationales et à la mise en œuvre de projets sur les changements climatiques en formant du personnel dans des domaines tels que la réalisation d'inventaires des gaz à effet de serre, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation et la mise au point de mesures d'atténuation.

#### 1. Programmes de formation

20. La plupart des Parties ont déclaré recevoir une assistance en matière de formation pour établir leurs communications nationales initiales, par le biais des activités de facilitation du MDP et de divers projets financés par des institutions bilatérales et multilatérales. Des Parties ont donné des informations sur les ateliers et séminaires qui ont été organisés pour faciliter l'établissement des communications nationales, notamment sur des questions comme les coefficients d'émission et les données sur les activités, l'analyse du potentiel d'atténuation, les mesures d'adaptation possibles, la modélisation informatique prédictive, l'évaluation des besoins technologiques et les méthodes du Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique. Par exemple, l'Inde a organisé 27 ateliers et séminaires pour l'établissement de sa communication nationale initiale. Le Centre national sur les changements

climatiques d'Azerbaïdjan a formé des experts de 18 institutions du pays dans divers secteurs en rapport avec les changements climatiques pendant la période d'élaboration de sa communication nationale initiale. D'autres Parties ont également indiqué qu'elles avaient organisé des ateliers pour former des experts nationaux afin qu'ils soient à même de mettre au point et d'évaluer des projets au titre du MDP.

21. Des formations spécialisées et des séminaires ont également été organisés à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux et des législateurs pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sur les changements climatiques. Des Parties ont dit que certains de leurs experts et hauts fonctionnaires avaient participé aux sessions des organes subsidiaires et de la Conférence des Parties pour mieux connaître la Convention et améliorer leurs compétences dans les négociations. D'autres Parties, comme le Cambodge, la République démocratique populaire de Corée, l'Inde et le Paraguay, ont indiqué que la question de l'environnement et des changements climatiques avait été intégrée dans les cours de formation offerts aux fonctionnaires gouvernementaux de rang supérieur et intermédiaire dans leurs écoles nationales d'administration publique.

22. Les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des mesures tendant à faire face aux changements climatiques. Aussi certaines Parties ont mis au point des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires des collectivités locales. Par exemple, des fonctionnaires de la planification du développement dans certaines provinces du littoral aux Philippines ont suivi des cours de formation sur l'élaboration de plans d'action locaux sur les changements climatiques, et le Ghana a aidé ses 110 conseils de district et assemblées métropolitaines à mettre au point des plans d'action locaux dans le domaine de l'environnement contenant des programmes et projets sur les changements climatiques.

23. La plupart des Parties ont également signalé que leurs experts avaient participé à divers ateliers internationaux de formation dans le domaine des changements climatiques. Par exemple, l'Équateur a envoyé des experts participer à 10 ateliers à l'étranger, et six experts des Maldives ont participé à des programmes de formation de longue durée. Pour garantir la continuité dans le domaine du renforcement des capacités locales, certaines Parties ont mis au point des programmes de formation de formateurs destinés à créer un vivier de formateurs et d'experts. Les universités des Îles Marshall et du Pacifique Sud à Fidji ont ainsi mis au point des programmes de formation de formateurs.

## 2. Centres d'excellence et coopération internationale

24. Des Parties ont souligné que la création de centres nationaux et régionaux d'excellence était un moyen de faire avancer l'étude de divers domaines liés aux changements climatiques. Plusieurs Parties ont déclaré qu'elles avaient participé aux activités de l'Institut interaméricain de recherches sur les changements à l'échelle du Globe au Brésil. Cet institut régional est un institut de formation et de recherche sur les changements dans les Amériques.

25. Il existe d'autres centres nationaux et régionaux, comme par exemple le Centre des énergies renouvelables (Barbade), le Centre national de documentation (Burkina Faso), le Centre national de recherches sur le climat (Géorgie) et le Centre de contrôle du niveau de la mer (Kiribati). D'autres encore sont en cours de création, y compris le Centre régional d'excellence qui permettra aux petits États insulaires en développement de disposer d'une unité de recherche sur les incidences des changements climatiques (Trinité-et-Tobago) et le Centre des Caraïbes sur les changements climatiques (Antigua-et-Barbuda).

26. La plupart des Parties ont signalé une pénurie d'experts au niveau local dans différents secteurs concernant les changements climatiques. Certaines Parties ont donné des informations sur les activités de coopération technique qu'elles avaient entreprises avec d'autres Parties pour résoudre ce problème. Par exemple, le Bhoutan a déclaré avoir bénéficié d'une assistance technique de la part de l'Institut Tata



sur la recherche énergétique (Inde) pour établir sa communication nationale. Le Honduras a bénéficié de l'aide du Costa Rica et du Mexique pour constituer une équipe d'experts. Des experts d'Égypte ont aidé la Jordanie et le Liban à se doter des moyens nécessaires pour élaborer leur première communication nationale. Dans le cadre du programme sino-canadien sur les changements climatiques, des modules de formation ont été créés à l'intention des décideurs, du personnel des organismes chargés de la protection de l'environnement, des enseignants et des chefs d'entreprises.

### **C. Sensibilisation du public**

27. La participation du public à des activités sur les changements climatiques dépend en partie de son niveau de connaissance dans ce domaine. Les campagnes de sensibilisation du public ont essentiellement pour but de lui permettre de participer aux efforts visant à faire face aux changements climatiques. Des Parties ont signalé que leurs activités avaient pour objet d'informer le public des causes des changements climatiques et des menaces qu'ils représentaient, d'encourager des actions par la mise en œuvre de mesures axées sur l'efficacité énergétique et d'autres mesures d'économies d'énergie, et de recueillir des réactions sur les communications nationales et les plans d'action nationaux. Les moyens les plus couramment utilisés pour informer le public sont la diffusion de documents imprimés tels que brochures, prospectus, affiches, plaquettes, publications et revues techniques (voir tableau 4).

**Tableau 4. Activités et matériels de sensibilisation du public**

Plaquettes et brochures	Lettres d'information	Articles et publications	Dossiers d'information	Matériels éducatifs	Affiches	Expositions	CD-ROM	Internet	Matériels audiovisuels	Radio	Télévision	Conférences publiques
RM, AZE, BGD, BLZ, COK, CRI, ETH, FSM, GMB, IDN, IND, ISR, JAM, KOR, MNG, MUS, NAM, NER, NIC, NRU, PAK, THA, TTO, TUV, TZA, URY, UZB, ZAF	ALB, AZE, DZA, EGY, GEO, GMB, KGZ, KIR, LSO, MDA, MLI, MUS, NIU, PAK, PNG, THA, TKM, TZA, UZB, ZMB	ALB, ARM, AZE, BOL, BRA, CPV, CHN, COK, COM, CRI, DZA, EGY, ERI, ETH, GEO, GIN, GMB, HTI, IND, KAZ, KHM, KOR, MDA, MNG, MUS, MWI, MYS, NER, NIC, NPL, PAK, PRK, TCD, TGO, TKM, TTO, UGA, UZB, VNM, ZAF, ZMB, ZWE	BLZ, BRA, COD, CPV, ECU, FSM, GHA, GRD, IND, ISR, LKA, MHL, MLI, MUS, NER, NRU, THA	BOL, BRA, BWA, CHN, COD, COK, CPV, ETH, FSM, GHA, GRD, ISR, LKA, MLI, MUS, NRU, TGO, URY, VCT	ALB, BGD, BWA, COK, DZA, IND, KIR, KOR, MDA, MYS, NAM, NIU, PHL, TGO, TTO, TUV, URY	ALB, ATG, BRB, COK, CRI, ISR, KEN, KOR, PHL, PNG, THA, URY, ZAF	MUS, PAK	ALB, BLZ, BRA, CHN, DZA, GEO, GMB, IND, KGZ, LCA, MDA, MUS, PAK, THA, ZWE	ALB, BGD, BWA, DZA, GHA, GRD, HTI, JAM, KEN, MUS, THA, URY	ARM, AZE, BLZ, BRA, BRB, BWA, CHN, CIV, COD, COK, COM, EGY, ERI, ETH, GEO, GHA, GIN, GMB, GRD, GUY, HTI, IND, ISR, KAZ, KGZ, KOR, MDA, MEX, MLI, MNG, MRT, MUS, MWI, MYS, NIU, NPL, NRU, PAK, PHL, PNG, PRK, THA, TTO, TZA, UGA, URY, UZB, VNM	ARM, ATG, AZE, BLZ, BRA, BRB, CHN, CIV, COD, COK, EGY, GEO, GHA, GIN, GRD, GUY, IND, ISR, KAZ, KGZ, KOR, MDA, MEX, MLI, MNG, MRT, MUS, MWI, MYS, NIU, NPL, NRU, PAK, PHL, PNG, PRK, THA, TTO, TZA, UGA, URY, UZB, VNM	ALB, ARM, ATG, AZE, BGD, BHS, BRA, BRB, BWA, CHN, COD, COK, COM, CRI, DZA, ECU, EGY, ERI, ETH, GEO, GHA, GRD, GUY, IND, ISR, JAM, KEN, KGZ, KHM, KIR, KOR, LSO, MDA, MDV, MEX, MHL, MNG, MRT, MUS, MWI, MYS, NAM, NIC, NIU, NPL, NRU, PAK, PHL, PLW, PNG, PRY, TCD, TGO, THA, TTO, UGA, URY, ZMB, ZWE

*Note:* Voir en annexe la liste des Parties et les codes à trois lettres correspondant aux pays.

28. Des Parties ont fait observer que le caractère technique des questions relatives aux changements climatiques était une difficulté pour l'éducation du public. C'est la raison pour laquelle la Namibie, par exemple, encourage l'utilisation des langues autochtones dans les campagnes de sensibilisation du public sur les changements climatiques. Quelques Parties ont donné des informations sur la traduction des matériels relatifs aux changements climatiques dans les langues nationales et locales. Par exemple, l'Éthiopie a traduit la Convention et le Protocole de Kyoto en amharique, la langue nationale éthiopienne. Des documents imprimés publiés dans d'autres langues ainsi que des documents publiés sur le Web sont traduits également.

### 1. Manifestations concernant les changements climatiques

29. Plusieurs Parties ont indiqué que l'organisation de manifestations nationales et internationales sur les changements climatiques, telles que la COP, des ateliers, séminaires et conférences, était l'occasion de sensibiliser le public aux questions s'y rapportant. Ces manifestations font souvent l'objet de reportages et peuvent inciter les ONG et le secteur privé à mettre sur pied des actions de sensibilisation.

#### **Encadré 2. Nombre de manifestations signalées par des Parties**

- **Albanie:** 15 réunions consultatives
- **Brésil:** 150 manifestations entre 1997 et 2000
- **Chine:** Plusieurs centaines de manifestations au cours des 10 dernières années
- **Gambie:** 16 consultations au niveau du district avec 150 à 200 participants (ONG et organisations communautaires) par consultation
- **Inde:** 44 manifestations ayant abouti à la COP 8
- **Kirghizistan:** 40 tables rondes, séminaires et conférences

30. La plupart des Parties ont déclaré que des célébrations annuelles, telles que la Journée mondiale de l'environnement et la Journée de la Terre, étaient l'occasion pour elles d'organiser des campagnes de sensibilisation du public sur les changements climatiques. Des Parties ont signalé que le parrainage de concours et de prix en rapport avec les changements climatiques était aussi un moyen efficace de rendre le public attentif à ces questions. Par exemple, l'Inde a parrainé un concours artistique auquel ont participé 100 000 étudiants de 14 000 écoles du pays. En Malaisie, le Premier Ministre a décerné des prix aux gagnants d'un concours d'affiches sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables organisé dans les écoles secondaires.

### 2. Les médias

31. La quasi-omniprésence des médias (radio, presse et télévision) rend plus facile aux Parties de toucher le grand public sur les questions relatives aux changements climatiques. Le Brésil et l'Inde ont indiqué que les journaux avaient tendance à publier de plus en plus souvent des articles sur le sujet, et notamment sur les questions relatives au Protocole de Kyoto. On observe aussi qu'il y a davantage de reportages dans la presse et à la télévision sur les questions relatives aux changements climatiques lorsque telle ou telle Partie a organisé une COP ou des ateliers sur la question. Certaines Parties ont signalé que la radio était le principal vecteur utilisé pour les campagnes d'information, la télévision n'étant pas présente partout.

32. Des Parties ont signalé que des journaux consacraient régulièrement des colonnes aux questions environnementales. Toutefois, la publication par les médias de reportages sur les questions relatives aux changements climatiques dépend de l'aptitude des journalistes à écrire des articles sur ces questions et à traduire les termes techniques dans un langage que le public peut comprendre facilement. Le Conseil

de l'environnement de Zambie, par exemple, a organisé un atelier de formation sur les changements climatiques à l'intention de 16 membres de la presse et des médias électroniques. D'autres pays comme l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, Kiribati et la Malaisie ont aussi évoqué leurs activités de formation à l'intention des journalistes et des travailleurs des médias. Les programmes de formation visent à encourager les journalistes à participer activement à la sensibilisation du public sur cette question et à faciliter le dialogue entre les acteurs des différents secteurs touchés par les changements climatiques.

### 3. Internet

33. De nombreux pays diffusent des informations par l'Internet. Plusieurs Parties ont déclaré avoir créé des pages Web sur les changements climatiques sur lesquelles elles présentent des informations sur l'établissement de leurs communications nationales initiales, des actualités sur les changements climatiques, des descriptifs de projets et des publications. Des Parties ont déclaré que l'Internet favorisait la transparence du processus d'élaboration des communications nationales, renforçait la coordination entre les organismes s'occupant des questions relatives aux changements climatiques et concourait à la sensibilisation du public. La communication par l'Internet permet aussi aux experts nationaux qui ne participent pas au processus d'établissement des communications nationales de faire connaître leurs réactions, ce qui contribue à améliorer la qualité des communications nationales.

34. Le Brésil a indiqué que son site Web sur les changements climatiques était un moyen utilisé pour établir sa communication nationale et contribuait à sensibiliser le public. En 2000, environ 3 000 pages d'information sur les changements climatiques avaient été postées en trois langues (portugais, anglais et espagnol) sur le site. La Chine utilise l'Internet pour diffuser les dernières informations sur l'avancement des politiques et des projets dans le domaine des changements climatiques. Dans sa communication nationale, la Chine mentionne l'existence de six sites Web sur les changements climatiques en Chine.

### 4. La société civile et les organisations religieuses

35. La plupart des Parties ont indiqué qu'en matière de sensibilisation du public aux questions touchant les changements climatiques la société civile et des groupes religieux jouaient un rôle important. Les ONG jouent souvent un rôle majeur en faisant connaître les politiques sur les changements climatiques, en organisant des cours de formation, en facilitant la participation de groupes de la société civile et en mettant en œuvre des projets. Des réseaux d'ONG participent à des actions sur des thèmes en rapport avec les changements climatiques aux niveaux local, régional et international.

36. Les organisations religieuses, en raison du respect qu'elles inspirent, sont efficaces sur le plan de la sensibilisation aux questions environnementales. Des Parties, comme le Cambodge, les Comores et le Ghana, ont insisté sur le rôle que ces organisations pouvaient jouer. Le Cambodge a mis au point un programme pédagogique informel sur les questions environnementales avec des moines faisant appel à des concepts bouddhistes. Un grand nombre d'organisations religieuses participent activement à l'éducation du public sur des questions touchant l'environnement et les changements climatiques par leur présence au sein de communautés locales et d'établissements d'enseignement. Il est rapporté que ces organisations ont incorporé des éléments d'éducation à l'environnement dans leurs activités de culte, organisé des activités de plantation d'arbres, et qu'elles encouragent les changements de comportement pour résoudre les problèmes dans le domaine de l'environnement et liés aux changements climatiques.

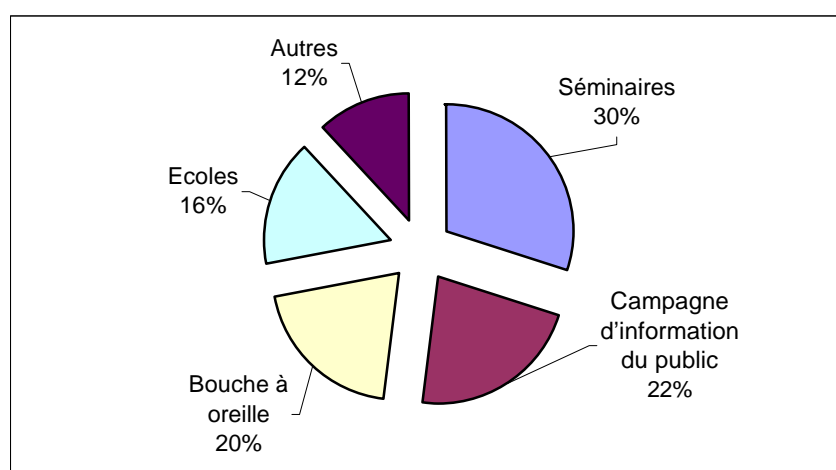
37. Les communautés locales sont extrêmement vulnérables aux effets des changements climatiques. Elles peuvent aussi être mobilisées pour mettre en œuvre divers projets concernant les changements climatiques. Plusieurs Parties ont donné des informations sur les activités qu'elles avaient entreprises sur le plan local pour mettre la population au courant des questions relatives aux changements climatiques. Par exemple, au Lesotho, les agences gouvernementales passent par les assemblées traditionnelles de villageois (Pitso) pour diffuser des informations. Au Malawi, des formations ont été organisées au niveau local pour améliorer le niveau de connaissance de la population dans le domaine de l'environnement et sur les questions relatives aux changements climatiques.

### 5. Enquêtes et évaluations dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public

38. L'efficacité des programmes et activités en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public s'évalue au degré de changement constaté dans les attitudes et comportements des gens et aux mesures prises par les différents secteurs de la société face aux changements climatiques. Des Parties ont donné des informations détaillées sur le résultat des enquêtes sur la sensibilisation du public. Par exemple, la Chine a mené une enquête nationale auprès des étudiants universitaires, des fonctionnaires, des agriculteurs, des travailleurs et des communautés locales pour savoir quelles étaient leurs sources d'informations sur les changements climatiques (fig. 1).

39. Des Parties ont également donné des informations sur le nombre d'articles parus dans la presse et de reportages publiés dans la presse écrite et diffusés à la télévision. Par exemple, 10 émissions spéciales sur les changements climatiques ont été diffusées à la télévision en Géorgie. La République de Corée a indiqué qu'en 1996, 3 648 articles ou communiqués d'information sur les économies d'énergie avaient été publiés dans les journaux et magazines, 1 737 à la télévision et 3 080 à la radio. Le Brésil a indiqué qu'un nombre croissant d'articles sur les changements climatiques paraissaient dans des journaux et magazines; entre 1995 et 2000, leur nombre était passé de 11 à presque 500.

**Figure 1. Résultats d'une enquête nationale réalisée en Chine sur les sources d'informations sur les changements climatiques**



## IV. Besoins et difficultés

40. La poursuite des activités visant à former des experts, à développer l'éducation et à sensibiliser le public continue d'être un problème pour la plupart des pays en raison d'un manque de ressources financières et humaines suffisantes et de priorités autres, comme l'atténuation de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le manque d'experts des questions relatives aux changements climatiques est dû en partie à la rotation élevée des experts dans ce domaine. C'est pourquoi de nombreuses Parties ont insisté sur la nécessité de renforcer les institutions gouvernementales, non gouvernementales et universitaires dans le but de soutenir les programmes visant à créer des capacités locales pour faire face aux changements climatiques ou à renforcer celles qui existent. Le tableau 5 récapitule les besoins exprimés par les Parties non visées à l'annexe I en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public.

41. Certaines Parties ont dit avoir besoin d'assistance pour mettre au point des matériels audiovisuels à distribuer aux médias. Quelques Parties ont fait part de leurs besoins d'assistance technique pour traduire des documents et des publications dans les langues nationales et locales afin de permettre une diffusion massive d'informations sur les changements climatiques auprès du public.

42. Étant donné que les changements climatiques constituent un domaine d'études relativement nouveau, la plupart des Parties ont besoin d'assistance pour incorporer ce sujet dans les programmes scolaires. Des Parties ont dit aussi qu'elles avaient besoin de soutien pour renforcer les établissements universitaires et instituts de recherche pour qu'ils deviennent des centres d'excellence sur les changements climatiques en formant des étudiants intéressés par ces questions.

43. La création de programmes de formation continue permet de disposer d'experts qui peuvent participer aux projets sur les changements climatiques. Des Parties ont dit qu'elles avaient besoin de soutien pour créer des modules de formation professionnelle sur les inventaires de gaz à effet de serre, l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, et les évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation, de l'atténuation et des besoins technologiques.

**Tableau 5. Résumé des besoins des Parties non visées à l'annexe I en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public**

<b>Domaines</b>	<b>Besoins</b>	<b>Parties</b>
<b>Éducation</b>	Élaboration de programmes sur les changements climatiques et incorporation de ces programmes d'études Création de matériels éducatifs Formation d'enseignants Programmes de bourses d'études	BOL, CAF, EGY, ETH, FSM, GMB, GUY, IND, KIR, MLT, MNG, MWI, SYC, UGA ETH, MAR, MDV, MHL, SYC ETH, MDA, MDV, MWI, SYC IND, KIR, SLB
<b>Formation</b>	Formations techniques (inventaire des gaz à effet de serre, vulnérabilité et adaptation, atténuation)  Formations concernant la mise en œuvre des projets (par exemple sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le mécanisme pour un développement propre, etc.) Formations à l'attention des décideurs  Formations destinées à des secteurs cibles (médias, organisations non gouvernementales, organisations communautaires, etc.) Formations de formateurs	ARG, ATG, AZE, BOL, CHN, EGY, ETH, FSM, IND, JOR, KIR, LBN, MHL, MNG, MUS, NRV, PHL, ROK, SLB, SLV, SYC, TZA, UGA, URY, WSM, ZMB, ZWE DZA, EGY, MDV, MHL, SYC  ATG, BWA, CHN, COM, DZA, ETH, FSM, KIR, MDA, MDV, MHL, MNG, NAM EGY, IND, MDA, MDV  CPV, MDA, GUY
<b>Sensibilisation du public</b>	Sensibilisation du grand public  Production de documents imprimés et de matériels audiovisuels Séminaires/conférences/ateliers	COM, EGY, MNG, NAM, SYC, UGA  EGY, ETH, GMB, MNG EGY, ETH, KIR, MDA, MNG, SYC
<b>Autres</b>	Coopération nationale, régionale et internationale  Traduction des matériels en langues locales Soutien institutionnel Création/renforcement des centres existants	ATG, BHS, BRB, COL, CUB, DMA, EGY, HND, MAR, MNG, PER, SYC, TGO, TUN BFA, BOL, GMB, LSO, MDA, MDV, MHL, NIU, PER, PNG ATG, CAF, CHN, CPV, EGY, GMB, IND, SLB ATG, BFA, BHS, BRB, CUB, GUY, MAR, NIU, PAN, PNG, TGO, TTO, TUN

*Note:* Voir en annexe la liste des Parties et les codes à trois lettres correspondant aux pays

## V. Difficultés et ouvertures

44. Les Parties en général signalent que le public a une compréhension limitée des changements climatiques mais que les variations climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses, contribuent à le sensibiliser aux questions relatives aux changements climatiques.

45. Il est souligné que les ONG et le secteur privé jouent un rôle important dans la diffusion de l'information. Des Parties ont indiqué qu'aux niveaux national et régional, Réseau Action Climat avait pris la tête des opérations de sensibilisation du public au sein de la communauté des organisations non gouvernementales. Le Business Council for Sustainable Development a également été cité comme étant l'une des organisations non gouvernementales jouant un rôle actif, notamment dans la sensibilisation du secteur privé aux questions relatives aux changements climatiques. En Afrique du Sud, le secteur privé participe à la création de centres d'excellence. Grâce à leurs activités de promotion, les organisations non gouvernementales et le secteur privé ont contribué à la mise au point de politiques ne nuisant pas au climat, qui ont conduit à l'élaboration de programmes de promotion des énergies renouvelables et d'amélioration de l'efficacité énergétique. De nombreuses Parties ont souligné qu'il fallait que davantage de femmes et de jeunes participent aux activités d'information sur les changements climatiques.

46. Les différents médias, même dans les régions reculées, sont des outils permettant d'atteindre le public. D'après les enquêtes qui ont été faites et dont il est question dans les communications nationales, la télévision, les journaux et l'Internet sont les trois principales sources d'informations sur l'environnement et les changements climatiques. Une enquête menée en Chine a montré que 88 % des personnes ayant répondu aux questions posées avaient eu leurs informations par la télévision, 80 % par les journaux et 37 % par l'Internet. D'autres Parties ont également indiqué que l'accès aux chaînes de télévision par satellite comme CNN (Cable News Network), la BBC (British Broadcasting Corporation) et Discovery Channel, qui diffusent régulièrement des reportages sur le sujet des changements climatiques, contribuait à une compréhension accrue de ces questions par le public.

47. Les Parties ont donné des renseignements sur la coopération technique entre les pays non visés à l'annexe I et entre ceux-ci et les pays développés dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public. La coopération s'exerce aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental. De plus en plus d'établissements universitaires participant à la recherche sur les changements climatiques, on s'attend que la coopération dans les milieux universitaires se développe également en particulier aux niveaux régional et sous-régional. Des Parties ont déclaré que la communauté universitaire jouait également un rôle essentiel dans l'institutionnalisation de l'étude et de l'analyse des changements climatiques, le nombre d'experts participant à des programmes de formation et de recherche allant croissant.

## VI. Résumé

48. L'éducation, la formation et la sensibilisation du public jouent un rôle important pour ce qui est de l'exécution des engagements contractés par les Parties non visées à l'annexe I en vertu de la Convention. Les Parties ont fourni des informations plus ou moins détaillées. La coopération entre les agences gouvernementales et entre celles-ci et le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les établissements d'enseignement est importante pour la réussite des campagnes d'éducation du public sur les changements climatiques. Les Parties ont souligné qu'il fallait poursuivre les efforts dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public pour faire face aux problèmes croissants posés par les changements climatiques et permettre aux Parties d'honorer les engagements qu'elles avaient contractés en vertu de la Convention.



49. Depuis la présentation de la première communication nationale en 1997, les Parties ont acquis de l'expérience en ce qui concerne l'exécution des programmes en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation, en particulier dans le cadre de la coopération internationale. À l'avenir, il y aura peut-être davantage de possibilités de coopération Sud-Sud et Nord-Sud dans le domaine des changements climatiques grâce aux échanges d'informations, d'experts et de matériels d'éducation et de sensibilisation du public. Les leçons tirées de la mise en œuvre des programmes et activités ont guidé l'élaboration de la décision 11/CP.8 de la COP sur le Programme de travail de New Delhi concernant l'article 6 de la Convention. Cette décision servira de base pour mettre en œuvre les programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public.

Annexe**Liste des Parties concernées par la sixième compilation/synthèse**

Afrique du Sud	ZAF	Gabon	GAB
Albanie	ALB	Gambie	GMB
Algérie	DZA	Géorgie	GEO
Antigua-et-Barbuda	ATG	Ghana	GHA
Argentine	ARG	Grenade	GRD
Arménie	ARM	Guatemala	GTM
Azerbaïdjan	AZE	Guinée	GIN
Bahamas	BHS	Guyana	GUY
Bangladesh	BGD	Haïti	HTI
Barbade	BRB	Honduras	HND
Belize	BLZ	Îles Cook	COK
Bénin	BEN	Îles Marshall	MHL
Bhoutan	BTN	Îles Salomon	SLB
Bolivia	BOL	Inde	IND
Botswana	BWA	Indonésie	IDN
Brésil	BRA	Iran (République islamique d')	IRN
Burkina Faso	BFA	Israël	ISR
Burundi	BDI	Jamaïque	JAM
Cambodge	KHM	Jordanie	JOR
Cameroun	CMR	Kazakhstan	KAZ
Cap-Vert	CPV	Kenya	KEN
Chili	CHL	Kirghizistan	KGZ
Chine	CHN	Kiribati	KIR
Colombie	COL	Lesotho	LSO
Comores	COM	Liban	LBN
Congo	COG	Madagascar	MDG
Costa Rica	CRI	Malaisie	MYS
Côte d'Ivoire	CIV	Malawi	MWI
Cuba	CUB	Maldives	MDV
Djibouti	DJI	Mali	MLI
Dominique	DMA	Malte	MLT
Égypte	EGY	Maroc	MAR
El Salvador	SLV	Maurice	MUS
Équateur	ECU	Mauritanie	MRT
Érythrée	ERI	Mexique	MEX
Éthiopie	ETH	Micronésie (États fédérés de)	FSM
ex-République yougoslave de Macédoine	MKD		

Mongolie	MNG	République-Unie de Tanzanie	TZA
Namibie	NAM	Sainte-Lucie	LCA
Nauru	NRU	Saint-Kitts-et-Nevis	KNA
Népal	NPL	Saint-Vincent-et-les Grenadines	VCT
Nicaragua	NIC	Samoa	WSM
Niger	NER	Sénégal	SEN
Nigéria	NGA	Seychelles	SYC
Nioué	NIU	Singapour	SGP
Ouganda	UGA	Soudan	SDN
Ouzbékistan	UZB	Sri Lanka	LKA
Pakistan	PAK	Swaziland	CHW
Palau	PLW	Tadjikistan	TJK
Panama	PAN	Tchad	TCD
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PNG	Thaïlande	THA
Paraguay	PRY	Togo	TGO
Pérou	PER	Trinité-et-Tobago	TTO
Philippines	PHL	Tunisie	TUN
République Centrafricaine	CAF	Turkménistan	TKM
République de Corée	KOR	Tuvalu	TUV
République de Moldova	MDA	Uruguay	URY
République démocratique du Congo	COD	Vanuatu	VUT
République démocratique populaire lao	LAO	Viet Nam	VNX
République dominicaine	DOM	Yémen	YEM
République populaire démocratique de Corée	PRK	Zambie	ZMB
		Zimbabwe	ZWE

-----